



CCI GRAND EST

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

n°CCAP/25/10 du 27.06.2025

ACCORD-CADRE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

**Achat, Location, maintenance
de matériels de reprographie
et solutions logicielles associées
pour les besoins de la CCI Grand Est,
des CCI Territoriales,
de leurs centres de formation
et de leurs filiales**

Consultation n°2025/CONSU/10 du 27 juin 2025

CCI GRAND EST

14 rue de la HAYE - 67300 SCHILTIGHEIM











Adresse postale : CS 90065 - 67012 STRASBOURG Cedex

www.marches-publics.gouv.fr

T. Achats : 03.87.52.31.17

@ : marchespublics@grandest.cci.fr

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Achat, Location, maintenance de matériels de reprographie et solutions logicielles associées pour les besoins de la CCI Grand Est, des CCI Territoriales, de leurs centres de formation et de leurs filiales
	Type de contrat	Accord-cadre
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	5 ans
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix forfaitaires et prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat.....	6
1.3 - Type d'accord-cadre.....	6
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	6
2 - Pièces contractuelles	7
3 - Confidentialité	7
4 - Protection des données à caractère personnel.....	8
4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel.....	8
4.2 - Obligations du titulaire	8
4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire.....	8
4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées	8
4.2.3 - Exercice des droits des personnes.....	8
4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel	9
4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations.....	9
4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel	9
4.2.7 - Durée et modalités de conservation des données	9
4.2.8 - Sort des données	9
4.2.9 - Délégué à la protection des données.....	9
4.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement	10
4.2.11 - Documentation.....	10
5 - Durée et délais d'exécution	10
5.1 - Durée du contrat	10
6 - Prix.....	11
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	11
6.2 - Modalités de variation des prix.....	12
6.3 - Clause butoir.....	13
7 - Garanties Financières.....	13
8 - Avance	13
8.1 - Conditions de versement et de remboursement	13
8.2 - Garanties financières de l'avance.....	14
9 - Modalités de règlement des comptes	14
9.1 - Acomptes	14
9.2 - Présentation des demandes de paiement pour la CCI Grand Est.....	14
et certaines de ses filiales	14
9.3 - Présentation des demandes de paiement pour l'EESC et l'E2C.....	15
9.4 - Délai global de paiement	17
9.5 - Paiement des cotraitants	17
9.6 - Paiement des sous-traitants.....	17
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	17
10.1 - Formation du personnel	18
10.2 - Qualité du matériel	18
10.3 - Modification de la gamme	18
10.4 - Déplacement du matériel	19
11 - Développement durable	19

11.1 - Conformité réglementaire et normes environnementales	19
11.2 - Caractéristiques environnementales des photocopieurs	19
11.3 - Gestion responsable des consommables et déchets	19
11.4 - Suivi et reporting environnemental	19
11.5 - Sensibilisation et formation	19
11.6 - Sanctions.....	20
12 - Constatation de l'exécution des prestations	20
13 - Maintenance.....	20
14 - Modification du contrat	20
14.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire.....	20
14.2 - Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché.....	20
14.3 - Changement en cours d'exécution du marché	20
14.4 - Cas fortuits et force majeure.....	20
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	21
16 - Pénalités.....	21
16.1 - Pénalités de retard Projet	21
16.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	22
16.3 – Autres pénalités spécifiques.....	22
17 - Assurances	23
18 - Clause de réexamen	23
19 - Résiliation du contrat.....	25
19.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	25
19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	26
20 - Règlement des litiges et langues.....	26
21 - Dérogations.....	26

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Achat, Location, maintenance de matériels de reprographie et solutions logicielles associées pour les besoins de la CCI Grand Est, des CCI Territoriales, de leurs centres de formation et de leurs filiales.

Lieux d'exécution : les prestations seront exécutées sur le territoire administratif de la Région Grand Est + Albi et Rouen.

L'accord-cadre s'exécute dans le cadre d'un **Groupement de Commandes** conformément aux articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la commande publique avec les organismes suivants :

- ✚ **Chambre de Commerce et d'Industrie Grand Est (CCIRGE), Coordonnateur**
Représentée par son Président Jean Paul HASSELER
14 rue de la HAYE - 67300 SCHILTIGHEIM
Comptable public assignataire des paiements : Monsieur le Trésorier de la CCIRGE
- ✚ **Chambre de Commerce et d'Industrie Alsace Eurométropole (CCIAE67.68)**
Représentée par son Président Jean Luc HEIMBURGER
14 rue de la Haye - 67300 SCHILTIGHEIM
Comptable public assignataire des paiements : Monsieur le Trésorier de la CCIAE67.68
- ✚ **Chambre de Commerce et d'Industrie de Troyes et de l'Aube (CCIT10)**
Représentée par son Président Sylvain CONVERS
1 Boulevard Charles Baltet – CS 60706 – 10001 TROYES Cedex
Comptable public assignataire des paiements : Monsieur le Trésorier de la CCIT10
- ✚ **Chambre de Commerce et d'Industrie Marne Ardennes (CCIMA51.08)**
Représentée par son Président François GOMARIZ
42 rue Grande Étape – CS 90533 - 51010 CHALONS EN CHAMPAGNE Cedex
Comptable public assignataire des paiements : Madame La Trésorière de la CCIMA51.08
- ✚ **Chambre de Commerce et d'Industrie de la Meuse Haute-Marne (CCIMHM52.55)**
Représentée par son Président Richard PAPAOGLOU
55 rue du président Carnot – CS 52012 - 52115 SAINT-DIZIER CEDEX
Comptable public assignataire des paiements : Monsieur le Trésorier de la CCIMHM52.55
- ✚ **Chambre de Commerce et d'Industrie Grand Nancy Métropole Meurthe-et-Moselle (CCIGNM54)**
Représentée par son Président François PELISSIER
53 rue Stanislas – CS 24226- 54042 NANCY Cedex
Comptable public assignataire des paiements : Madame La Trésorière de la CCIGNM54
- ✚ **Chambre de Commerce et d'Industrie Moselle Métropole Metz (CCIM57)**
Représentée par son Président Fabrice GENTER
10-12 Avenue Foch – BP 70330 – 57016 METZ Cedex
Comptable public assignataire des paiements : Monsieur le Trésorier de la CCIM57
- ✚ **Chambre de Commerce et d'Industrie des Vosges (CCIV88)**
Représentée par sa Présidente Anne-Christine FRERE
10 rue Claude Gelée – BP 41071 - 88051 EPINAL Cedex 9
Comptable public assignataire des paiements : Monsieur le Trésorier de la CCIV88
- ✚ **EESC CCI Formation**
Représentée par son Directeur Général Éric TAVERNE
3 rue du Mouzon – 54520 LAXOU
Siret : 844 589 853 00010
- ✚ **Association de gestion de l'École de la 2ème Chance de Lorraine (E2C Lorraine)**
Représentée par son Directeur Général Éric TAVERNE
53 rue Stanislas - 54000 NANCY
Siret : 790 007 629 00146
- ✚ **S2I Meuse TGV**
Représentée par son Président Henri COGET
55 rue du Président Carnot – 52100 SAINT-DIZIER

Siret : 808 430 656 00013

✚ **SEAEM (Société d'Exploitation de l'Aéroport d'Épinal Mirecourt)**

Représentée par son Président Gérard CLAUDEL

10 rue Claude Gelée - 88000 EPINAL

Siret : 519 450 100 00010

✚ **EESC IN&MA**

Représentée par son Directeur de l'Établissement Ferry QUENET

25 Rue Saint-Dominique – CS 90034 - 51005 CHALONS-EN-CHAMPAGNE CEDEX

Siret : 841 723 588 00031

✚ **EURO RHEIN PORTS**

Représentée par Gilbert STIMPFLIN, Président du CA

9 avenue Konrad Adenauer – 68390 SAUSHEIM

Siret : 900 406 646 00027

Le coordonnateur du groupement de commandes est : CCI GRAND EST. Il a en charge la passation, la signature, la notification et l'exécution de l'accord-cadre au nom de l'ensemble des membres du groupement.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans minimum avec maximum de 1.200.000 € HT pour toute sa durée (5 ans) en application des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la Commande publique.

Il est à prix unitaires et forfaitaires.

Les prestations seront réglées en applications des prix figurant au Bordereau des Prix « BP ».

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Dans le cadre de cet accord cadre à bons de commande, il n'y a pas d'engagement sur un quelconque Revenu Minimum Garanti :

- Taille de parc (nombre de matériels)
- Volumétrie de pages produites (monochrome et couleur)

Les volumétries figurant au DQE sont indiquées à titre d'information selon les consommations réelles constatées au moment du lancement de la consultation.

Celles-ci pouvant évoluer à la baisse grâce à l'optimisation de la solution retenue.

Le Prestataire retenu devra construire son offre en connaissance de cause.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

Ces bons de commande seront notifiés au fur et à mesure des besoins jusqu'au dernier jour de validité du marché et ce dans les conditions du présent document.

Les bons de commande seront émis par courrier électronique.

Les bons de commandes émis concerneront :

- les locations et maintenances annuelles,
- des bons spécifiques pour les prestations spécifiques.

Il n'y aura pas de bon de commande pour les consommables. Ces derniers étant inclus dans le cout copie et ne faisant pas l'objet d'une facturation spécifique.

Chaque bon de commande précise le délai d'exécution de la prestation commandée ainsi que le point de départ de ce délai d'exécution.

A défaut de précision du point de départ du délai d'exécution dans le bon de commande, le délai est réputé démarrer à compter de la notification du bon de commande au titulaire.

La prestation commandée est réputée exécutée lorsque la prestation est intégralement achevée.

Cas particulier des filiales :

Certaines filiales choisiront de passer directement leurs commandes au prestataire.

Ce dernier devra toutefois informer le pouvoir adjudicateur de toute nouvelle mise en place d'équipements sur le territoire du Grand Est. (dsi-achats@grandest.cci.fr)

Les filiales ne pourront en aucun cas passer des commandes sur du matériel ne figurant pas au BP.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- ✚ l'Acte d'engagement « AE » et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant,
- ✚ le Bordereau des Prix « BP »,
- ✚ le Cahier des Clauses Administratives Particulières « CCAP »,
- ✚ le Cahier des Clauses Techniques Particulières « CCTP » et ses annexes,
- ✚ le Cahier des Clauses Administratives Générales « CCAG » applicables aux marchés publics de Techniques de l'Information et de la Communication « TIC », approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009,
- ✚ le catalogue public des prix du fournisseur,
- ✚ les Bons de commande émis au titre du présent marché,
- ✚ les Actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché/accord-cadre,
- ✚ la Réponse technique du candidat incluant le cadre de réponse complété

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché.

Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

3 - Confidentialité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-TIC.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-TIC, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données est de : durée du marché et des éventuelles post garanties.

4.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur,
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

4.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : dpo@grandest.cci.fr

4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : par mail

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données),
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact,
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel,
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.7 - Durée et modalités de conservation des données

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : 5 ans à compter de la fin d'exécution du contrat (paiement du solde) pour les pièces relatives à la procédure d'exécution considérées comme des pièces constitutives de marché, entrant dans le cadre des pièces justificatives comptables

Le profil d'acheteur « Plateforme des Achats de l'Etat : PLACE » est un outil permettant l'archivage vers une plate-forme d'archivage électronique.

4.2.8 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

4.2.9 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

4.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.11 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

4.3 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre prend effet à sa date de notification.

Il s'exécute pour une période ferme de soixante (60) mois à compter du 5 janvier 2026.

(la vérification d'aptitude du matériel, valant admission et mise en ordre de marche, ayant été préalablement notifié au titulaire).

Justification du dépassement de 4 ans :

Conformément à l'**article L2125-1 du Code de la commande publique**, la durée d'un accord-cadre passé par un pouvoir adjudicateur ne peut excéder **quatre ans**, sauf **cas exceptionnels dûment justifiés** :

« notamment par leur objet, ou par le fait que leur exécution nécessite des investissements amortissables sur une durée supérieure [...] »

Dans le cas présent, la **durée excédant les 4 ans** se justifie par une **combinaison de facteurs** liés à la nature même du marché et à son périmètre d'exécution.

Bien que le marché comprenne à la fois des **achats** et des **locations**, la durée exceptionnelle est **pleinement justifiée** par :

- la nature hybride du besoin (équipements + services + logiciels),
- la nécessité d'un **amortissement sur 60 mois**, même pour les achats (logique budgétaire pluriannuelle),

- et la volonté d'assurer la **performance, la stabilité et la cohérence** d'une commande mutualisée à l'échelle de toute une région.

Il s'agit donc d'un **cas exceptionnel au sens de l'article L2125-1**, légitimant une dérogation encadrée à la règle des 4 ans.

La date de notification prévisionnelle est fixée au 10 octobre 2025.

La première commande sera transmise au prestataire retenu dès le lendemain de la notification.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés dans chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-TIC.



Les contrats de location des équipements de chaque bon de commande ne prendront effet qu'à la réception définitive de l'ensemble des équipements figurant dans la commande (soit au 5 janvier 2026 pour la première commande) et ce, même si des équipements auront été déployés avant.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-TIC.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

le candidat indique aussi dans le Bordereau de Prix un **taux de remise minimal sur le tarif public de son catalogue (constructeur ou revendeur), qu'il s'engage à appliquer sur TOUTES LES FOURNITURES RENTRANT DANS LE PERIMETRE DU MARCHE ET NE FIGURANT PAS AU BP**

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG TIC, les prix sont réputés comprendre :

- Toutes les Charges Fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations,
- Tous les Frais afférents s'il y a lieu au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage et au transport jusqu'au lieu d'exécution ou de livraison y compris les opérations de chargement et de déchargement,
- Toutes Sujétions nécessaires à l'exécution des prestations, au remplacement des fournitures livrées non conformes,
- Tous les Frais de Déplacement éventuels,
- la Formation à l'Utilisation du matériel,
- la Documentation technique et ses mises à jour, visées à l'article 21.2 du CCAG TIC

Par conséquent, le titulaire devra exécuter à ses frais toutes prestations omises dans sa proposition et nécessaires à la bonne exécution du marché défini.

Le prix du marché se décompose de la manière suivante :

- une Redevance de location trimestrielle payable à terme à échoir,
- un Coût d'Achat pour les équipements en acquisition,
- un cout copie trimestrielle payable à terme échu,
- des Prestations de service payables à terme échu

Les prix correspondants à l'acquisition ou à la location des photocopieurs (matériels-options et accessoires) resteront fermes pendant toute la durée du marché.

Le prix de maintenance de la solution est désigné par un prix « coût copie » exprimé en euro hors taxe (HT).

Le cout copie se définit en page, en format A4.
Un A3 est considéré comme 2 pages A4.
Un A5 est considéré comme un demi A4.

Il est identique en impression comme en copie et ce quel que soit le taux de couverture.
La seule différenciation porte sur la colorimétrie (noir et blanc ou couleur).

La fonction de numérisation (scan) est gratuite, quel que soit le nombre de numérisations effectuées et ne donne pas lieu à facturation particulière pour son utilisation.

Le cout copie comprend :

- la fourniture de tous les consommables (notamment le toner, les récupérateurs de toner, les agrafes sauf le papier) et frais divers,
- ainsi que toutes les interventions sur les matériels, pièces, tambours, main d'œuvre et déplacements compris telles que prévues aux articles 10.1 et 10.2 du CCTP, dans le délai contractuel prévu.

Seuls les prix unitaires à la copie et les prix des fournitures de services sont révisables annuellement à la date anniversaire du début d'exécution du marché (janvier).

La facturation de la location/achat débutera à compter de la réception par le titulaire du procès-verbal de mise en service validant la réception de l'ensemble des machines et des prestations concernant le déploiement.

Aucune facturation de loyer ne pourra donc avoir lieu avant le **5 janvier 2026** (date de prise d'effet des contrats de location ou d'achat relatifs à la première commande) et ce même si les équipements ont été déployés sur les sites avant cette date.

Seul le coût copie pourra être éventuellement facturé (pour les tests qui seront nécessaires au paramétrage des équipements).

Les prix unitaires des couts copies seront appliqués aux copies réellement effectuées à partir du relevé des compteurs des photocopieurs, qui seront effectués simultanément par le représentant du pouvoir adjudicateur et par le représentant du titulaire sur chaque site.

En fin de location, les frais de retour et d'enlèvement sont à la charge du titulaire.

6.2 - Modalités de variation des prix

La révision des prix n'est applicable qu'aux coûts copies et fournitures de services.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois d'août 2025; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$\text{Cn} = 15.0\% + 85.0\% (\text{SYN REV (n)} / \text{SYN REV (o)})$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro (août 2025).

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule (janvier). Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule.

Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index **SYN REV « Indice SYNTEC »**.

Les prix mentionnés au catalogue du titulaire et indiqués au présent marché sont révisables, prix par prix, en fonction du tarif public du titulaire.

Le taux de remise consenti sur le catalogue est ferme sur toute la durée du marché.

Il pourra proposer à tout moment son nouveau catalogue (réactualisé avec les nouvelles prestations).

À partir de la deuxième année, les prix définis au marché (à l'exception de ceux non révisables) pourront être révisés sur la base de l'indice cité ci-dessus.

Il appartient au Titulaire de l'accord-cadre de procéder à la révision des prix.

Pour ce faire, il soumet à l'approbation de l'Acheteur un nouveau bordereau des prix unitaires.

Cette proposition de bordereau des prix révisé doit être **transmis au service ACHATS/MARCHES PUBLICS** au plus tard 1 mois avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre (m.schweitzer@grandest.cci.fr).

Le silence de l'Acheteur au-delà d'un délai de 15 jours emporte acceptation tacite de ce nouveau bordereau.

Les nouveaux prix ainsi obtenus restent inchangés pour une durée de douze (12) mois.

Si le nouveau BP est accepté, il entre en application à la date anniversaire du marché.

Le nouveau BP deviendra pièce contractuelle du marché.

Si un produit proposé au BP n'est plus disponible sur le marché, le titulaire doit proposer le modèle de remplacement, qui répond aux caractéristiques techniques minimales demandées au CCTP et ce aux mêmes conditions financières.

En cas de baisse des prix, le titulaire s'engage à faire bénéficier immédiatement le contractant de toute baisse de son tarif clientèle et de toute promotion ayant pour résultat de faire baisser ses tarifs en dessous des prix du présent marché.

Les prix indiqués au bordereau des prix sont assortis d'une clause d'ajustement dans les conditions expresses suivantes :

- les prix concernés et appliqués au présent marché font références au tarif général appliqué par le titulaire à l'ensemble de sa clientèle,
- le changement tarifaire ne s'accompagne pas d'une diminution de la qualité du service offert,
- le titulaire s'engage à fournir toutes les justifications permettant de vérifier cette référence,

L'ajustement à la hausse ou à la baisse s'effectue :

- pour les augmentations : à la date d'anniversaire du marché,
- pour les diminutions : dès l'inscription de la diminution au catalogue du titulaire.

6.3 - Clause butoir

Chaque prix révisable ne peut évoluer à la hausse, au cours d'une même année, que de 3% maximum par rapport à l'année précédente.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65% du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80%.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R.2193-10 et R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-TIC.

9.2 - Présentation des demandes de paiement pour la CCI Grand Est et certaines de ses filiales

Les demandes de paiement devront être libellées à :

CCI GRAND EST

14 rue de la HAYE - 67300 SCHILTIGHEIM

Adresse postale : CS 90065 - 67012 STRASBOURG Cedex

Aucune demande de paiement ne peut être transmise avant réalisation des prestations, le montant de chaque demande de paiement ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles elle se rapporte.

Le montant à facturer est, éventuellement révisé comme précisé à l'article 6.2 du présent CCAP.

Sont, le cas échéant, déduites les réfections et pénalités prévues à l'article 16 du présent CCAP.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Toute réception de facture non conforme entrainera la suspension des délais de paiement. Le titulaire sera informé des compléments à fournir ou des modifications à apporter à sa facture.

FACTURATION SOUS FORME ÉLECTRONIQUE :

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatifs au développement de la facturation électronique, le titulaire du présent marché/accord-cadre (et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct) **est tenu de transmettre ses factures sous forme électronique.**

La transmission des factures s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

N° SIRET CCI GRAND EST : 130 022 668 00524

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1. La date d'émission de la facture,
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries,
4. En cas de marché exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du marché/accord-cadre **(2025/AOO/10.00)** ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture,
5. La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement,
6. La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux,
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés,
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire,
9. Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
10. L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture,
11. Le cas échéant, les modalités de règlement,
12. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du code de commerce.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Numéro d'engagement juridique : n° marché/accord-cadre = **2025/AOO/10.00**

9.3 - Présentation des demandes de paiement pour l'EESC et l'E2C

Ces 2 filiales passeront leurs commandes en direct au prestataire et seront facturées directement par le prestataire.

Les prestations commandées par les filiales devront rentrer dans le périmètre du marché et respecter les prescriptions figurant au CCTP.

Elles devront également être conformes aux tarifs du BP et/ou du catalogue tarifaire remis par le prestataire dans le cadre du marché.

Les demandes de paiement devront être libellées à :

EESC CCI FORMATION

3 rue du Mouzon

54520 LAXOU

Siret : 844 589 853 00010

Marie Noelle HARMAND - 03 83 95 36 03 – mn.harmand@eesc.fr

Association de gestion de l'École de la 2ème Chance de Lorraine (E2C)

53 rue Stanislas

54000 NANCY

Siret : 790 007 629 00146

compta@e2clorraine.fr

Aucune demande de paiement ne peut être transmise avant réalisation des prestations, le montant de chaque demande de paiement ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles elle se rapporte.

Le montant à facturer est, éventuellement révisé comme précisé à l'article 6.2 du présent CCAP.

Sont, le cas échéant, déduites les réfections et pénalités prévues à l'article 16 du présent CCAP.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Toute réception de facture non conforme entraînera la suspension des délais de paiement. Le titulaire sera informé des compléments à fournir ou des modifications à apporter à sa facture.

FACTURATION SOUS FORME ÉLECTRONIQUE :

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatifs au développement de la facturation électronique, le titulaire du présent marché/accord-cadre (et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct) **est tenu de transmettre ses factures sous forme électronique.**

La transmission des factures s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

N° SIRET EESC CCI FORMATION : 844 589 853 00010

N° SIRET E2C Lorraine : 790 007 629 00146

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1. La date d'émission de la facture,
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries,
4. En cas de marché exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du marché/accord-cadre **(2025/AOO/10.00)** ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture,
5. La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement,
6. La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux,
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés,
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire,
9. Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
10. L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture,
11. Le cas échéant, les modalités de règlement,
12. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du code de commerce.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Numéro d'engagement juridique : n° marché/accord-cadre = **2025/AOO/10.00**

Le prestataire devra toutefois faire parvenir à la DSI du Grand Est (dsi-achats@grandest.cci.fr) chaque ANNEE un état détaillé des commandes et facturations relatives à ces 2 filiales.

Cet état devra être transmis, sous format Excel, et comprendre notamment les mentions suivantes :

- Dénomination du client,
- Détail des Prestations facturées,
- Lieu des équipements facturés,
- Période de facturation,
- Montant HT

9.4 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.5 - Paiement des cotraitants

Par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG-TIC, les co-traitants pourront présenter leurs factures directement, **sous réserve de leur validation par le mandataire.**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-TIC

9.6 - Paiement des sous-traitants

La sous-traitance pour la fourniture est interdite.

Pour les prestations de services, le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations prévues au marché, selon les dispositions mentionnées aux articles R 2193-1 à R 2193-4 du Code de la commande publique.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-TIC.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-TIC.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-TIC. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-TIC.

10.1 - Formation du personnel

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.
Se référer à l'article 11 du CCTP.

10.2 - Qualité du matériel

Le matériel proposé devra être conforme aux normes françaises et européennes homologuées en vigueur.

Les matériels listés au bordereau des prix et faisant l'objet des descriptifs techniques, seront des matériels neufs ou reconditionnés.

Les pièces de rechange remplacées lors des travaux de maintenance devront être neuves et d'origine du constructeur.

Sur le plan de l'utilisation, les matériels devront :

- être robustes : il est notamment demandé aux candidats d'intégrer dans la documentation le volume par an et la durée de vie, en page et en année, de chaque matériel proposé. Ces données engagent contractuellement le titulaire du marché,
- permettre la production de pages de qualité,
- disposer d'un panneau de commande ergonomique,
- permettre la mise en œuvre aisée des fonctionnalités,
- être performants (temps de préchauffage, temps de sortie de la 1re page, ...),
- disposer d'un niveau sonore aussi bas que possible

10.3 - Modification de la gamme

Dans le cas où un changement de référence ou une modification légère des matériels interviendrait en cours de marché pour l'un des modèles de la gamme proposé dans l'offre, le titulaire du marché est tenu d'informer la CCI GE, par courrier recommandé avec accusé réception, des modifications apportées.

En outre, le titulaire devra produire un certificat indiquant que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique, de changement de technique ou de modification de la réglementation

Nonobstant, le titulaire du marché devra toujours tenir compte des nouvelles normes qui pourraient entrer en vigueur durant l'exécution du marché. En cas de besoin de nouveaux matériels au cours du marché, ce changement de référence ou cette modification n'entraîneraient pas de changement de tarif, c'est le nouveau modèle qui devrait être proposé. Toutefois, le titulaire du marché sera tenu de fournir un matériel techniquement identique ou plus performant que celui proposé dans l'offre.

10.4 - Déplacement du matériel

La CCI se réserve le droit de faire déplacer les appareils selon les besoins de ses services conformément aux délais figurant dans le cadre de réponse.

Pour tous les matériels, afin d'éviter toutes dégradations préjudiciables au fonctionnement des appareils, il sera demandé au titulaire d'assurer les déplacements ainsi que les remises en service en utilisant ses propres moyens logistiques.

Toute détérioration occasionnée lors de ces déplacements par le titulaire sera à la charge de celui-ci sans que la collectivité en soit tenue pour responsable.

11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

11.1 - Conformité réglementaire et normes environnementales

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à la protection de l'environnement, notamment celles applicables aux équipements électroniques et aux dispositifs de traitement des déchets.

11.2 - Caractéristiques environnementales des photocopieurs

Les photocopieurs fournis dans le cadre du présent marché devront répondre aux critères suivants :

- Être conformes aux normes européennes relatives à l'efficacité énergétique (exemple : label Energy Star, ou équivalent),
- Intégrer des fonctionnalités permettant la réduction de la consommation de papier (recto verso, etc.),
- Être conçus pour faciliter le recyclage en fin de vie, conformément à la directive DEEE (Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques).

11.3 - Gestion responsable des consommables et déchets

Le titulaire s'engage à fournir des consommables (toner, cartouches, papier) respectueux de l'environnement, privilégiant les produits recyclés ou recyclables. Il devra également assurer la collecte et le traitement des consommables usagés et des équipements en fin de location, en conformité avec les obligations réglementaires.

11.4 - Suivi et reporting environnemental

Le titulaire fournira annuellement un rapport détaillant :

- La consommation énergétique des photocopieurs loués ou vendus dans le cadre du marché.
- Les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact environnemental.
- Le volume de consommables recyclés et les modalités de gestion des déchets.

11.5 - Sensibilisation et formation

Le titulaire devra proposer, si nécessaire, des actions de sensibilisation à destination des utilisateurs finaux visant à optimiser l'usage des photocopieurs dans une optique de réduction de l'empreinte écologique (réduction de la consommation de papier, gestion des impressions, etc.).

11.6 - Sanctions

Le non-respect des engagements environnementaux mentionnés dans la présente clause pourra entraîner l'application des pénalités prévues au marché, sans préjudice des autres recours légaux

12 - Constatation de l'exécution des prestations

Les vérifications seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service conformément aux dispositions du CCTP.

13 - Maintenance

Les prestations feront l'objet d'une maintenance assurée par le titulaire pendant la durée du marché.

Les conditions de cette maintenance sont définies au CCTP et à l'article 39 du CCAG-TIC.

14 - Modification du contrat

14.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer la personne publique, par écrit et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais

14.2 - Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché

Le transfert du marché à une nouvelle entreprise suite à opération de cession de fonds de commerce, de cession d'activités, de fusion-absorption ou de mise en location gérance, ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de la CCI.

Le titulaire doit, dans les plus brefs délais, en informer la personne publique et produire les documents et renseignements utiles (qui lui seront notifiés), concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

Suite à cette cession, la CCI procédera à la vérification que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire les documents listés aux articles R 2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique et aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D. 8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du code du travail qui lui seront demandés.

Suite à cette vérification, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire. Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché, la CCI procédera à la résiliation du marché.

14.3 - Changement en cours d'exécution du marché

Conformément au Chapitre IV de la partie réglementaire du code de la commande publique. La CCI se réserve le droit de modifier le présent contrat.

14.4 - Cas fortuits et force majeure

En cas de retard ou de manquement dans l'exécution de l'une des opérations incombant au titulaire du fait du présent marché, celui-ci ne sera dégagé des conséquences de ces retards ou manquements que dans la mesure où il peut invoquer un cas fortuit ou de force majeure.

Il est précisé que ne sont considérés comme cas fortuit ou cas de force majeure que des actes, situations de droit ou de fait, et plus généralement, toutes circonstances imprévisibles qui échappant au contrôle du titulaire, auraient pour effet de rendre impossible l'exécution de l'une quelconque des obligations du présent marché.

Le titulaire ne pourra invoquer un cas fortuit ou de force majeure que pendant la durée durant laquelle un tel cas pourrait avoir un effet à son égard et que dans la mesure où il prendra toutes les dispositions et décisions permettant de limiter au maximum les conséquences dommageables pour la CCI.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Le titulaire déclare être titulaire ou dûment autorisé à exploiter l'ensemble des droits de propriété industrielle et intellectuelle afférents aux matériels, logiciels, documentations et prestations fournis dans le cadre du présent marché.

Il garantit à la personne publique que l'exécution du présent marché n'enfreint aucun droit de propriété intellectuelle ou industrielle appartenant à un tiers, notamment en ce qui concerne les brevets, marques, dessins et modèles, droits d'auteur, licences et savoir-faire.

Le titulaire s'engage à indemniser la personne publique de toutes les conséquences directes ou indirectes, y compris financières, d'une action en contrefaçon ou de toute réclamation relative à l'utilisation ou à la possession des équipements loués, logiciels ou documents remis dans le cadre du marché.

L'ensemble des droits d'usage des logiciels nécessaires au fonctionnement des copieurs (firmware, drivers, logiciels de gestion, etc.) est cédé à la personne publique pour la durée du marché, de manière non exclusive, non transférable et dans la limite des besoins liés à l'exploitation normale des équipements loués.

En cas de résiliation du marché, la personne publique s'engage à restituer l'ensemble des supports contenant les logiciels fournis, à l'exclusion de ceux installés sur ses propres systèmes, sauf stipulation contraire expresse dans le marché.

Le titulaire conserve l'entière propriété des droits afférents aux biens loués, à l'exception des droits d'usage expressément concédés à la personne publique dans le cadre du présent contrat.

16 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités ne représentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

16.1 - Pénalités de retard Projet

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à :

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Retard dans la livraison et l'installation du matériel incluant la mise en marche - Non-respect du délai du déploiement initial imposé par le CCTP après le 05/01/2026)	Journalière	1/10 ^e de la valeur de la location mensuelle du matériel options inclus	par jour ouvré de retard et par matériel. Le PV de mise en service faisant foi
Retard dans l'Installation, la mise en service et la formation de la solution logicielle – Non-respect du délai du déploiement initiale imposé par le CCTP après le 05/01/2026)	Journalière	200,00 €	par jour ouvré de retard Le PV faisant foi

Retard suite aux réserves portant sur la mise en service	Journalière	50,00 €	par jour ouvré de retard Le PV faisant foi
Non-respect du délai des formations post déploiement	Journalière	25,00 €	par jour ouvré de retard et par formation n'ayant pas eu lieu dans les délais impartis

16.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

16.3 – Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Retard dans la livraison et l'installation du matériel incluant la mise en marche	Journalière	1/10 ^e de la valeur de la location mensuelle du matériel options inclus	par jour ouvré de retard et par matériel. Le PV de mise en service faisant foi
Indisponibilité du matériel	Journalière	1/10 ^e de la valeur de la location mensuelle du matériel options inclus	En cas de retard au-delà des délais d'intervention (GTI, GTR) prévus dans le cadre de réponse, il sera appliqué une pénalité par jour ouvré de retard et par matériel. En cas de retard de livraison du matériel de remplacement (Panne répétée, GTR dépassée), la valeur de pénalité sera doublée par jour ouvré de retard et par matériel
Retard dans la livraison Des consommables (Y compris stock à la clôture du projet de déploiement initial)	Journalière	1/10 ^e de la valeur de la location mensuelle du matériel options inclus	Par jour ouvré de retard et par matériel.
Indisponibilité logicielle	Journalière	1/15 ^e de la valeur mensuelle de la maintenance logicielle concernée	En cas de retard au-delà des délais d'intervention (GTR) selon criticité prévus dans le cadre de réponse, il sera appliqué une pénalité par jour ouvré de retard.

Retard dans le traitement et l'enlèvement de matériel à la suite d'une résiliation	Journalière	1/10 ^e de la valeur de la location mensuelle du matériel options inclus	Par jour ouvré de retard et par matériel.
Retard facturation	Forfait	100 €	Sur Facturation antérieur n-1, supérieure à 3 mois. Forfait par facture à traiter
Retard pour tout déménagement	Journalière	1/10 ^e de la valeur de la location mensuelle du matériel options inclus	Par jour ouvré et par matériel
Retards de réponse / prise en charge du ROSC (Y compris demande administrative)	Journalière	25 €	Par jour ouvré
Communication non conforme des documents mentionnés aux pièces de marché dont les relevés de consommations, fiche de données de sécurité, etc.	Journalière	30 €	Par jour calendaire de retard
Non respect du délai de la clause de fin de marché (art 14.3 du CCAP)	Journalière	50 €	Jour calendaire de retard
Non transmission de l'état détaillé des commandes et des facturations de l'EESC et l'E2C	Forfait	200 €	Forfaitaire en cas de non-transmission dans les 30 jours suivant la date anniversaire du marché
Remplacement de matériel défaillant (délai contractuel de livraison puis application de la pénalité de retard)	Journalière	100 €	Jour calendaire de retard
Non-respect des engagement environnementaux	Forfait	200 €	Forfaitaire sur simple constatation
Non-respect des obligations légales d'information et de déclaration (CNIL, RGPD)	Journalière	100,00 €	Par dérogation à l'article 14 du CCAG TIC, la pénalité encourue en cas de non-respect de l'obligation prévue à l'article 4 du présent CCAP, le titulaire encourt, pour non-régularisation dans les 7 jours suivants la demande par la CCI, une pénalité de : 100 € par jour calendaire de retard

17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-TIC, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

18 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L.2194-1 1° et R.2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut-être initiée dans les cas suivants :

❖ **Clause de réexamen en cas de circonstances imprévisibles :**

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le prestataire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au maître d'ouvrage d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre. Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché. Les surcoûts pris en charge par le maître d'ouvrage peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

❖ **Clause de réexamen des conditions économiques :**

Si au cours de l'exécution du contrat, son économie devait se trouver déséquilibrée, les conditions contractuelles seraient réexaminées à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, sur production de justificatifs nécessaires. Les cas suivants peuvent notamment entraîner un tel réexamen :

- ❖ **Disparition des indices de la formule contractuelle d'indexation applicable au contrat,**
- ❖ **Changement de législation et/ou de réglementation affectant les impôts et taxes dus par le Prestataire au titre de l'exécution du présent contrat ;**
- ❖ **Pour tout fait ou tout acte qui remet en cause l'équilibre financier du contrat, entendu comme une variation significative des postes de produits ou de charges pour des motifs extérieurs au titulaire (cas de force majeure, sujétions techniques imprévues, grève, crise sanitaire, etc.) ;**
- ❖ **Possibilité d'introduire dans le marché de nouveaux produits/prestations :** soit en substitution (en cas d'obsolescence/disparition d'une référence mais en maintenant le tarif figurant au BP), soit en complément des produits/prestations initialement proposés par le titulaire, de faire évoluer un ou plusieurs produits/prestations proposés par le titulaire, et ce, dans le cadre des besoins exprimés dans le cahier des charges. La clause de réexamen ne pourra avoir pour effet de changer la nature globale du marché.
- ❖ **Le remplacement d'un membre du groupement d'opérateurs économiques, sous réserves des dispositions de l'article 14.2 du CCAP.**

❖ **Poursuite temporaire du marché en fin d'exécution pour continuité du service en fin de marché**

En cas d'arrivée à échéance du marché et s'il s'avère que le nouveau titulaire désigné dans le cadre d'une procédure de renouvellement :

- ne serait pas en mesure de livrer ou d'installer les équipements dans les délais prévus, ou ;
- présenterait un retard d'exécution susceptible de compromettre la continuité du service (notamment pour les équipements de reprographie installés sur sites),

L'acheteur se réserve la faculté de prolonger à titre exceptionnel l'exécution du présent marché, dans les conditions suivantes :

- ✓ la prolongation est limitée à la durée strictement nécessaire à l'entrée en vigueur opérationnelle du marché de remplacement, sans pouvoir excéder six (6) mois
- ✓ elle donne lieu, le cas échéant, à la facturation au prorata temporis des prestations maintenues
- ✓ elle s'effectue aux conditions contractuelles du présent marché, sans renégociation des prix.

Cette clause n'a ni pour objet ni pour effet de proroger indéfiniment le contrat mais vise uniquement à éviter toute rupture de service ou désorganisation au détriment des usagers ou services concernés. Elle ne constitue pas une reconduction tacite, mais une modalité prévue dès l'origine dans le respect des principes de nécessité, de transparence et de proportionnalité.

❖ **Ajustement du montant maximum du marché**

Les parties conviennent que le présent marché pourra faire l'objet d'une modification de son montant maximum en cas de survenance d'un ou plusieurs des éléments suivants, sans remettre en cause l'économie générale du contrat :

- Évolution imprévisible du volume des besoins liée à l'extension d'activité, à la création de nouveaux services ou sites utilisateurs du pouvoir adjudicateur ;
- Réorganisation interne ou externalisation de services nécessitant l'installation de copieurs supplémentaires ou une augmentation significative du volume de copies/impressions ;
- Modification réglementaire imposant des adaptations techniques ou environnementales ayant un impact direct sur les prestations.

Dans ces cas, le montant maximum du marché pourra être augmenté jusqu'à hauteur de 20 % du montant initial du marché (ou du bon de commande/cumul de commandes, selon la forme contractuelle).

Toute modification au-delà de ce seuil nécessitera une nouvelle procédure de mise en concurrence, sauf exception prévue par la réglementation.

Les conditions financières seront ainsi réexaminées par les parties à l'initiative de la plus diligente d'entre elles et pendant toute la durée de son exécution,

Toute modification décidée ou acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen des conditions financières fera l'objet d'un avenant au présent marché.

19 - Résiliation du contrat

19.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 47 à 54 du CCAG-TIC.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues

aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

20 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Strasbourg est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

21 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Techniques de l'Information et de la Communication
- L'article 9.5 du CCAP déroge à l'article 12.1.3 du CCAG - Techniques de l'Information et de la Communication
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 46 du CCAG - Techniques de l'Information et de la Communication
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Techniques de l'Information et de la Communication
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Techniques de l'Information et de la Communication
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Techniques de l'Information et de la Communication
- L'article 16.3 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG - Techniques de l'Information et de la Communication
- L'article 19.1 du CCAP déroge à l'article 51 du CCAG - Techniques de l'Information et de la Communication